

À LA RECHERCHE DE LA NATION LE "CONGRÈS DES CADRES CAPVERDIENS DE LA DIASPORA"

Les 29-30 juin et le 1^{er} juillet 1994 se réunit à Lisbonne, au grand auditorium de la *Caixa Geral de Depósitos*, le "premier Congrès des cadres capverdiens de la diaspora", qui rassembla des délégués venus de vingt-trois pays (Portugal, France, Belgique, Pays-Bas, Angleterre, Suède, Norvège, Italie, États-Unis, Canada, Brésil, Argentine, Sénégal, Angola, São Tomé, etc.). L'initiative avait été intensément préparée dans la communauté capverdienne du Portugal (1) et la date avait de toute évidence été choisie pour être immédiatement consécutive au premier sommet de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) – qui devait se réunir le 28 juin et finalement fut décommandé au dernier moment (2). Mais ainsi le congrès bénéficia de la présence simultanée des Présidents portugais et capverdien.

UNE INITIATIVE POLITIQUE

Il ne s'agit point d'une initiative scientifique, ni universitaire, ni même technologique, mais véritablement de politique communautaire. Du reste, les observateurs étrangers (à l'exception de quelques journalistes, presque tous portugais et venus uniquement pour les discours présidentiels) furent extrêmement peu nombreux (3).

Il y a un paradoxe, mais qui est historiquement bien classique, à penser que les cadres capverdiens du Portugal désiraient ardemment la réunion de ce congrès, comme réaffirmation identitaire, alors qu'ils appartiennent certainement à la communauté capverdienne la mieux intégrée à l'étranger.

(1) En particulier par les associations suivantes : *Associação dos antigos alunos do ensino secundário de Cabo Verde*, *Associação caboverdeana*, *Organização médica caboverdeana*, *Organização de quadros técnicos caboverdeanos*.

(2) Cf. article de Yves LÉONARD dans ce volume.

(3) Outre de rares universitaires portugais, souvent d'origine capverdienne, je crois avoir été par exemple le seul chercheur non capverdien présent.

Bien entendu elle connaît les classiques problèmes des émigrations prolétaires : un orateur osera dire que le pharaonique palais de la *Caixa*, où le congrès était réuni, fut un chantier dont 62 % des ouvriers étaient capverdiens et où vingt-sept perdirent la vie – un des pires chantiers de construction récent. Mais en même temps, la proximité linguistique et géographique favorise le maintien de liens intenses avec les îles – alors que nombre de représentants des communautés lointaines ne savaient même plus le créole. Par ailleurs, l'émigration capverdienne à Lisbonne renferme une assez forte proportion de cadres, alors qu'historiquement la puissante émigration vers les États-Unis, par exemple, fut presque exclusivement prolétaire – même si *aujourd'hui* elle produit des cadres. D'où une sensibilité particulière au destin de l'archipel, encore renforcée par le fait que divers réfugiés politiques s'établirent, dès 1975 ou surtout au début des années 1980, au Portugal, et que ces réfugiés sont, aujourd'hui, au pouvoir à Praia.

Cela dit, le congrès fut ouvert aux sensibilités les plus diverses : il suffira de dire par exemple que le président de la commission d'organisation, Lucas da Cruz – qui fit un discours très revendicatif, protestant contre le manque de respect dont souffrent les Capverdiens au Portugal – est membre du PSD du Premier ministre portugais Aníbal Cavaco Silva ; qu'une des principales promotrices de l'idée du congrès fut Lena Lopes da Silva, une trotskyste très connue, tête de liste aux élections européennes du *Partido socialista revolucionário*. Sympathisants et militants du MpD (*Movimento para a democracia*) et du PAICV (*Partido africano para a independência de Caboverde*) étaient également nombreux.

LUSOTROPICALISME

Outre la coïncidence espérée avec le sommet de la CPLP, c'est le fait que l'idée ait germé dans la communauté du Portugal qui explique que le congrès ait eu lieu à Lisbonne. Car cette localisation n'allait pas de soi : d'un point de vue démographique, la communauté américaine est beaucoup plus importante – et s'il y a un deuxième congrès, il est probable qu'il aura lieu aux États-Unis ; d'un point de vue politique, le lieu symbolique par excellence aurait été l'archipel capverdien lui-même, point commun de migrations des plus diverses. Enfin, la localisation lisboète permit une forte présence idéologique lusotropicaliste – qui n'aurait guère été possible ailleurs. Répondant à Lucas da Cruz, le président portugais affirma que "le Portugal respectait déjà profondément les Capverdiens" et défendit l'idée que les deux nationalités étaient pratiquement confondues. Il affirma : "*Nos somos todos caboverdeanos e portugueses... uma comunidade irmanada pela lingua*", avant de réaffirmer – diplomatiquement – une idée qui lui est chère : "*Não se pretende que Cabo Verde não seja um país africano, é indispensável que seja...*", à savoir que si l'archipel devait faire effort pour maintenir son africanité, c'est bien parce qu'il était pratiquement... européen. Le Président portugais devait revenir aussi à sa proposition que la Communauté européenne accorde une aide à l'ensemble de la Macronésie, en pratique que le Cap-Vert puisse recevoir une aide des fonds structureux du même type que celle dont bénéficient les Açores, Madère ou les Canaries.

On doit remarquer que ce discours parfaitement lusotropicaliste allait à la rencontre du nouveau cours culturel capverdien qui, depuis la victoire du MpD et le changement de drapeau, relativise l'africanisation léguée par la lutte armée de libération menée en Guinée-Bissau par le PAIGC (4). Cependant le Président capverdien, António Manuel Mascarenhas Gomes Monteiro, se garda de reprendre ces thèmes, en un discours extrêmement prudent. Le contraste entre les deux Présidents fut frappant, le premier enthousiaste et conquérant, le second presque gêné : Mário Soares semblait oublier que le Portugal n'est qu'une destination minoritaire de l'émigration capverdienne, que de très nombreux Capverdiens de la diaspora ignorent tout du Portugal où ils n'ont jamais mis les pieds, que la "communauté de langue" est plus que relative quand on sait que si quelque chose unit les Capverdiens entre eux, ce n'est point le portugais mais le créole (*kriol*), mais que ce dernier est largement oublié des jeunes des troisièmes générations émigrées...

UNIFIER LA NATION ?

Il est tout à fait certain que ce Congrès avait, entre autres motifs, un but de réaffirmation communautaire. Ressenti par divers cadres parfaitement établis au Portugal mais qui affirment hautement leur capverdianité (notamment par la musique, la peinture), il s'agissait aussi d'un objectif de politique économique du gouvernement capverdien. Si, pour des raisons qui tiennent plus à diverses idiosyncrasies qu'à la politique, le ministre de la Coopération ne fut pas présent, celui de la Coordination économique posa clairement le problème : même si l'aide extérieure est encore très importante (sept millions de contos capverdiens en 1993, soit 20 000 escudos par habitant de l'archipel) la tendance est à la diminution. La seule issue est donc le développement, qui passe par l'unification de la nation capverdienne, à l'intérieur comme à l'extérieur. L'ancien parti unique avait pris des mesures du même type : la ligne aérienne directe Sal-Boston visait clairement à raffermir les voyages familiaux et de vacances d'émigrés devenant de plus en plus américains, et par là même à raffermir leurs *remessas* (envois d'argent aux familles restées dans l'archipel). Rappelant que ces *remessas* avaient cru de 4 à 5,1 millions de contos de 1990 à 1993, le ministre déclara que ces ressources étaient tendanciellement supérieures à celles de l'aide – mais encore loin du possible et du nécessaire. Outre le financement des importations, elles devraient permettre de faire de l'archipel un centre international de prestation de services – la petitesse du marché intérieur interdisant en effet l'industrialisation de substitution des importations. Là encore, continuité entre la politique économique de la dernière période du parti unique (1985-1990) et l'actuelle : l'ancien Premier ministre, Pedro Pires, ne s'était-il pas fait l'avocat de l'"extra-version" du Cap-Vert dans le but d'en faire une "station-service" du moyen-Atlantique ? Bien que cette politique – qu'on ne saurait discuter ici (5) – se soit toujours

(4) Sur ce nouveau cours, voir notamment Alfredo MARGARIDO, "Pour une histoire des géopolitiques culturelles des Îles du Cap-Vert", *Lusotopie*, n° 1-2, juin 1994, pp. 103-112.

(5) Pour une critique de l'"extraversion", voir notamment mon article "Archipels de l'alternance, la victoire de l'opposition aux Îles du Cap-Vert et à São Tomé e Príncipe", *L'Année africaine 1990-1991*, Bordeaux, CEAN, janvier 1992, pp. 347-392 ; et, pour les problèmes spécifiques que pose l'insularité au développement, Michel LESOURD,

heurtée à la logique impitoyable des "avantages comparatifs" (le Cap-Vert ne sera jamais un "petit dragon" d'Asie du Sud-Est, ni même une nouvelle Île Maurice), force est d'en constater la permanence dans les sphères gouvernementales.

La politique d'affirmation pluricontinentale de la nation capverdienne ne saurait donc être vue sous les seuls angles de l'émotion, de l'imaginaire ou de la culture : il s'agit d'un objectif stratégique et de politique économique permettant à un État très petit et pauvre d'élargir son assise internationale. L'ancien ambassadeur à Lisbonne, Corsino Fortes, proposa qu'aux Îles du Cap-Vert on donne le droit de vote aux municipales aux Bissau-Guinéens, Portugais, Brésiliens présents, pour pouvoir demander ensuite la réciprocité – ce qui, on peut le penser, permettrait de renforcer des groupes de pression capverdiens dans ces pays.

Mais l'émotion, l'imaginaire et la culture furent évidemment fortement présents. Des expositions de peinture, d'artisanat, plusieurs sessions musicales eurent lieu. La plus grande caractéristique de ce congrès fut cependant la joie. Il fallait les voir, ces Capverdiens, se retrouver, vingt, trente ans après le lycée de Mindelo, se reconnaître immédiatement, se sentir proches. Même nés à l'étranger de parents nés à l'étranger, tous commencèrent leurs discours par la mention : "*Sou de São Vicente...* ", "*Sou de Brava...* ", l'insularisme étant partie indissociable de la complexe identité nationale.

UNE GRANDE DIVERSITÉ DE SITUATIONS

Loin de moi de sous-estimer la profondeur de cette émotion, ou d'en nier la valeur politique : il y a une nation capverdienne, le Cap-Vert est même l'un des rares véritables États-nation d'Afrique. Mais le chercheur que je suis, qui était là pour voir et écouter, n'a pu s'empêcher de constater que se produit avec l'émigration capverdienne ce qui se produit avec toutes les autres : l'intégration progressive dans les pays d'accueil, jusqu'à la perte de l'identité d'origine, ou du moins la perte du sentiment de prégnance intime de cette identité.

Nombreux furent les délégués vivant au Portugal à être choqués de voir celui de la communauté dakaroise s'exprimer en français, l'un des deux "Américains" s'exprimer uniquement en anglais et l'autre en un mélange d'anglais, de créole et de *criouglês* ; le délégué venu d'Argentine s'exprimer en castillan (6) ; un délégué de France parler... créole (7) ! – car un des paradoxes de ce congrès est que la langue de travail était le portugais, inconnu de nombreux émigrés en Europe (ailleurs qu'au Portugal), mais maintenu comme langue exclusive de toutes les initiatives un tant soit peu officielles.

Ce congrès illustra en réalité la grande diversité des situations, y compris au regard du mythe d'origine, bien que tout ait été en quelque sorte "policé" par le fait qu'il ne s'agissait pas d'un congrès général des

"Insularismes et développement en République du Cap-Vert", *Lusotopie*, Paris, n° 1-2, pp. 113-134.

(6) Dr. Adalberto Vicente Dias, consul honoraire à Buenos Aires.

(7) Olympio J. Da Rosa, professeur de français et directeur du "Centre cap-verdien de promotion socio-culturelle" d'Amiens.

émigrés capverdiens, mais uniquement de cadres. Le cas américain est très typique. Jusqu'aux années 1960, les Capverdiens sont connus comme *Brown Portugueses* et ne participent nullement au mouvement des *Blacks* pour l'égalité des droits : inversement, l'actuelle génération y est très présente, en particulier au niveau de l'élite, mais désormais comme *Cape Verdean-Americans*, partie intégrante des *African-Americans*. Certes, il y a un grand carnaval à Boston, deux journaux, sept programmes radio et bien d'autres initiatives capverdiennes, certes les voyages à Brava restent nombreux relativement à la petite taille de l'île ; mais relativement aux centaines de milliers d'émigrés et de leurs descendants, quel pourcentage cela concerne-t-il ? Et en vacances au Cap-Vert, combien de fois ne sentent-ils pas que les Capverdiens insulaires ont bien du mal à les considérer comme Capverdiens ? Au Canada, les quatre cents membres de la petite communauté ont presque tous la double nationalité, parlent mieux l'anglais que le créole et ignorent le portugais (8). Le Cap-Vert reste présent, mais de manière croissante est désormais un mythe. Cela dit, les "Américains" étaient très sous-représentés à ce congrès : sa localisation portugaise en a fait pour eux une chose étrange, presque sans lien avec le Cap-Vert.

Le voyage au pays ne pose pas de problème aux seuls "Américains" : un délégué de Hollande dit ainsi :

"Aller au Cap-Vert, c'est un risque : maltraités à la douane, prix exorbitant du billet d'avion, retard au retour et perte de l'emploi. Pourtant, le touriste émigré n'est-il pas le meilleur touriste, puisque venant dans la famille sans exiger les lourds investissements du tourisme international ?" (*applaudissements*).

Cependant, la logique de l'extraversion implique le tourisme de luxe...

Au Brésil l'émigration a été stoppée par la dictature et, comme c'était une émigration de familles entières, il n'y a guère eu de voyages. Les liens ont été repris à partir de la décennie 1990, mais surtout par l'arrivée d'étudiants capverdiens boursiers (9) et le renforcement des relations officielles. La communauté (huit à dix mille personnes à São Paulo et Rio) reste assez coupée de ses origines. Il y a une ville qui s'appelle "Cabo Verde" au Minas Gerais – mais aucun ressortissant n'est inscrit au consulat. La vie associative est faible – tout du moins l'Ambassade a les plus grandes difficultés à renouer les contacts. En Angola la communauté capverdienne ne dispose pas d'une association et la plupart des Capverdiens ne savent même pas qui est le Président élu de leur pays.

Beaucoup de communications abordèrent la situation de la communauté au Portugal (10). Nombre de Capverdiens du Portugal sont aujourd'hui déclarés "clandestins" – et donc menacés d'expulsion – alors qu'ils sont arrivés à un moment où aucun papier ne leur était réclamé (11). Mais la solidarité entre Capverdiens a rarement dépassé la dimension du quartier d'habitation : la coordination des associations est difficile, il n'y a pas de "mouvement capverdien" au Portugal. Les cadres n'ont pratiquement

(8) Selon le consul honoraire Alfredo Evora.

(9) Le Brésil a une active politique de bourses pour les étudiants des PALOP, en particulier capverdiens, bissau-guinéens et angolais.

(10) Des travaux, issus de milieux syndicalistes ou universitaires, de plus en plus nombreux paraissent actuellement sur la communauté capverdienne du Portugal.

(11) Manuel Garcia Correia, de la *Federação das associações caboverdeanas de Portugal*.

joué aucun rôle dans la constitution de syndicats capverdiens au Portugal (syndicats acceptant la double appartenance avec les syndicats portugais), à l'inverse par exemple d'intellectuels blancs sud-africains anti-apartheid, qui ont joué un rôle de premier plan dans la formation de mili-tants ouvriers noirs. Il faut dire que ni l'ancien contexte de parti unique, ni l'actuelle démocratie du tout-libéralisme (économique) ne sont favorables à un tel essor associatif du prolétariat capverdien...

Les Capverdiens sont, en flagrant contraste avec le lusotropicalisme officiel, de plus en plus victimes du racisme au Portugal (avec les Bissau-Guinéens). De nombreuses agressions de *skin heads* ont eu lieu, et ce fut un motif de création de *SOS-Racismo* au Portugal. Outre ces agressions, un racisme ordinaire existe, illustré par la fameuse histoire de "cannibalisme" : la rumeur accusa un Capverdien d'avoir mangé un foie humain (*figado*) alors qu'il avait mangé des... figues (*figos*) ! Mais de sérieux journalistes enquêtèrent pour savoir si, quand même, il n'y avait pas quelque "tradition" de cannibalisme au Cap-Vert, sans se rendre compte de l'insulte pour toute la communauté.

En marge de ces faits désolants, de nombreux délégués critiquèrent l'insuffisance d'activité de l'IAPE (*Instituto de apoio ao emigrante*) tant en Europe qu'au retour au pays. Beaucoup de débats restèrent inaboutis, et peu de mesures concrètes furent prises (une espèce de fondation ?). L'important, sans doute, n'était pas là. L'important était d'exister.

Janvier 1995

Michel CAHEN

CEAN-CNRS, Bordeaux

(Voir aussi dans le dossier de ce volume l'article de Luiz ANDRADE SILVA, "Le rôle des émigrés dans la transition démocratique aux Îles du Cap-Vert")